

LE POINT DE VUE DE ZAKI LAÏDI

# La vraie leçon du blairisme

**A**u moment où Blair commence sa longue et étrange cérémonie des adieux, la France entre progressivement en campagne. Mais ce chassé-croisé n'empêchera pas la gauche de s'interroger sur le sens de cette expérience soit pour l'instrumentaliser dans des débats internes, soit pour en tirer d'éventuels enseignements. C'est pourtant sur ce second point qu'il faut se concentrer. Qu'a apporté le blairisme ? En quoi se différencie-t-il du thatcherisme ?

Sur le premier point, l'apport est indéniable. Il a permis à un gouvernement de centre gauche de remporter trois victoires successives, intervenant après une longue séquence conservatrice dont les dégâts sociaux ont été considérables. Le mérite de Blair aura été de rassurer les victimes sociales de la révolution thatcherienne, sans chercher à retourner en arrière. Or, c'est ce refus de revenir en arrière qui constitue le point essentiel de sa tentative de modernisation de la gauche. Et c'est précisément ce qui fait encore défaut à la gauche française. A force de se voir en permanence comme une source de réparation des « dégâts du libéralisme », la gauche est tentée par le recours au statu quo ante. En identifiant tout ce qui a été fait avant elle à des choix erronés, elle nourrit le pessimisme social et l'idéalisation du passé. Le point nodal, pour la gauche, est bien celui-là : reconnaître que son projet ne peut pas être un projet de restauration des Trente Glorieuses.

Qui peut penser que la gauche abrogera la loi Fillon ? En quoi d'ailleurs est-ce de gauche que de raisonner ainsi ? N'est-il pas plus sage de dire qu'il faut poursuivre ce qui a été entrepris et continuer à régler ce qui ne l'a pas été ? La gauche parle de changement. Mais le sens qu'elle confère à celui-ci est ambigu. De ce point de vue, Ségolène Royal a commencé à rompre les codes bien limités de la gauche

classique en disant que les Français ne se reconnaissent pas dans un discours convenu qui passerait son temps à dire que tout ce que la droite a fait était forcément mal.

La seconde leçon du blairisme est celle d'une exceptionnelle revalorisation du politique dans la vie sociale. Alors qu'en France, pays du volontarisme étatique, on se lamentait continuellement de l'affaiblissement du politique, sur son impuissance face au marché, en

**Blair a mené une politique plus sociale que son discours libéral ne le suppose, alors que la gauche française conduit, une fois au pouvoir, une politique plus libérale que son discours ne le laisse entendre.**

Angleterre, Blair a démontré le contraire. Il a mis en évidence le fait que des choix politiques cohérents pouvaient faire la différence. Simplement, cette différence se construisait non pas contre le mouvement du monde, mais en symbiose avec lui. Et c'est là que l'on retrouve une deuxième différence culturelle avec la gauche française. Celle-ci ne pense le politique que sur un mode héroïque, celui de la résistance à la mondialisation du monde. Elle dévalorise ce qu'elle appelle les politiques d'accompagnement du libéralisme. Mais ce raisonnement idéologique n'a aucune valeur opératoire. Il n'y a pas à choisir entre accepter tout passivement et rejeter tout activement. Le plus important est d'avoir une vision sur le monde. Mais cette vision ne doit pas être utopique. Elle doit partir du monde tel qu'il est.

Ce qui nous amène au second point : mais en quoi le blairisme se distingue-t-il du thatcherisme ? Ne

serait-il pas qu'une politique de droite camouflée ? Pour répondre à cette question, il faut s'en tenir aux faits. En dix ans, Blair a fait reculer le chômage de 7,2 % à 5,5 %. Ce recul du chômage s'est accompagné d'un apport massif d'immigrants non communautaires (1 million) et communautaires (1 demi-million). Le plombier polonais est à Londres, pas à Paris. Le taux d'emploi est aujourd'hui d'ailleurs de 72 %, contre 62,5 % en France. Quant au revenu par habitant, il est le deuxième du G7 alors qu'il était le septième il y a dix ans. Reste le rapport du blairisme à deux enjeux qui ont toujours joué un grand rôle à gauche : la lutte contre les inégalités et l'évolution des dépenses publiques.

Sur le premier point, les résultats sont contrastés. Les inégalités n'ont pas régressé sous Blair. Elles se situent au plus haut niveau depuis 1961. En même temps, on peut constater qu'elles ont été stabilisées et n'ont pas connu la progression des années Thatcher. Mais la stabilisation des inégalités ne signifie nullement l'absence de politique redistributive. Bien au contraire, sans des choix très ciblés vers les familles monoparentales, les retraités et les familles pauvres, les inégalités de marché auraient sans nul doute été plus amples. La réalité de la politique redistributive est par ailleurs confirmée par la réduction sensible du nombre de pauvres. La pauvreté des enfants a été réduite grâce, notamment, aux politiques de retour à l'emploi des personnes vulnérables. Mais ce résultat fragile montre que le Labour a mené une politique qui ne peut pas être qualifiée de purement libérale. Il y a d'ailleurs un paradoxe entre le Labour anglais et le PS français. Blair a mené une politique plus sociale que son discours libéral ne le suppose, alors que la gauche française conduit, une fois au pouvoir, une politique plus libérale que son discours ne le laisse entendre.

Sur les dépenses publiques, la politique de Blair n'a pas été homogène. Dans un premier temps, il a probablement plus cherché à jouer sur les incitations, notamment pour faire décroître le chômage, que sur l'investissement public. Ce qui explique pourquoi, en 2000, la dépense publique britannique a connu son plus faible niveau depuis 1961. Ce n'est que depuis 2000 que la dépense publique a commencé à croître dans des proportions significatives, d'autant plus significatives qu'elle intervient dans un contexte de forte croissance et de baisse du chômage. Elle est ainsi passée de 37,4 % du PNB en 1999 à 42,2 % en 2008. Cela place encore la Grande-Bretagne à un niveau inférieur à celui qui était le sien au début des années 1990. Mais cela indique aussi la réalité, l'importance et l'autonomie des choix politiques en matière de dépenses publiques. Le caractère politique de ces choix est d'ailleurs reflété moins dans leur augmentation quantitative que dans leur évolution qualitative. Si l'on compare la croissance de la dépense publique sous Thatcher et sous Blair, on est frappé par les différences de priorité. Blair s'est concentré sur les dépenses de santé, l'éducation et les infrastructures de transport. Ces dernières, qui avaient été négligées par Margaret Thatcher, mais également pendant le premier mandat de Blair, ont connu, depuis 2001 une hausse plus de cinq fois supérieure à la croissance du revenu national. L'Etat continue à jouer un rôle essentiel dans la régulation économique et sociale.

Blair est donc à la fois pro-Etat et pro-marché. Le jour où la gauche française aura assimilé que le marché n'est pas le bien public, elle aura franchi un pas décisif. Elle n'aura alors plus besoin de se situer par rapport au blairisme.

ZAKI LAÏDI est politologue au Centre d'études et de recherches internationales (CERI).